

THONON agglomération



PERRIGNIER

PLU - modification de droit commun n°1

EXAMEN AU CAS PAR CAS

RÉALISÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE RESPONSABLE

NOTICE D'AUTO-ÉVALUATION

1 - RAPPEL DU CONTEXTE

Le PLU de Perrignier a été approuvé le 25 janvier 2016.

Le contexte

Suite à la fermeture de l'épicerie du village, le conseil municipal de Perrignier a pris l'initiative de recréer une offre commerciale de proximité.

En janvier 2022 le conseil municipal délibérait pour consulter différentes enseignes susceptibles de s'établir sur le territoire communal.

Si différentes activités et commerces de proximité sont présents au village, il manque aujourd'hui un commerce alimentaire de proximité. Le projet de Super U doit permettre de combler ce manque et renforcer l'attractivité commerciale du village. Il s'agit de permettre aux habitants de trouver sur place les produits de première nécessité.

Les principales orientations du projet

Le site du projet est localisé à l'entrée sud du village sur un carrefour stratégique : RD903/RD135/rue des Varchères.

Le projet très compact n'artificialise qu'environ 4.000 m² de terrain. Il porte sur une surface de vente de 990 m².

De nombreuses dispositions sont prises pour développer un projet de qualité environnementale : 2/3 des places de stationnements sont localisées sous le bâtiment, les places de surfaces sont réalisées en matériaux perméables, le bâtiment produira de l'énergie électrique (panneaux photovoltaïques installés en toiture), les différentes nuisances sont maîtrisées ...

Les principales dispositions du PLU modifié

La zone 2AU des Grands Buissons est ouverte à l'urbanisation. Avec la modification, la zone sera classée en secteur Ucom. Un règlement d'urbanisme spécifique est dédié à cette zone.

2 - INCIDENCES SUR UN SITE NATURA 2000

Source : étude «Notice simplifiée d'évaluation des incidences Natura 2000» - EcoCim Environnement Août 2023

Rappel du contexte réglementaire

Le réseau dénommé « Natura 2000 » est un réseau écologique européen de zones de protection des habitats naturels, de la flore et de la faune. Les deux textes décrivant ce réseau sont les Directives européenne « Oiseaux » (Directive 79/409/CEE de 1979) et « Habitats-Faune-Flore » (Directive 92/43/CEE de Mai 1992). Elles établissent la base réglementaire du grand réseau écologique européen. Les sites désignés au titre de ces deux directives forment le réseau Natura 2000 :

- La directive « Oiseaux » propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant 617 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Plus de 3000 sites ont été classés par les États de l'Union Européenne sous la forme de Zones de Protection spéciale (ZPS).

- La directive « Habitats-Faune-Flore » établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leurs habitats. Cette directive répertorie 233 types d'habitats naturels, 1563 espèces animales et 966 espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), actuellement plus de 20000 pour 18,3% du territoire européen, permettent une protection de ces habitats et espèces menacées.

Ce réseau a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire de l'Union Européenne. Il assurera le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvages d'intérêt communautaire. Il est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des Directives européennes « Oiseaux » et « Habitats » décrites ci-avant.

Sa création contribuera en outre à la réalisation des objectifs de la convention sur la diversité biologique adoptée au « Sommet de la Terre » de Rio de Janeiro en juin 1992. La directive s'applique sur le territoire européen des

Etats membres. Elle concerne les habitats naturels d'intérêt communautaire qui :

- sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle,
- disposent d'une aire de répartition réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou encore de constituer des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou plusieurs de six régions biogéographique (alpine, atlantique, continentale, macaronésienne, méditerranéenne et boréale),
- abritent des espèces d'intérêt communautaire qui sont en danger, vulnérables, rares ou endémiques,
- jouent un rôle essentiel à la migration, à la distribution géographique ou à l'échange génétique de par leur structuration paysagère.

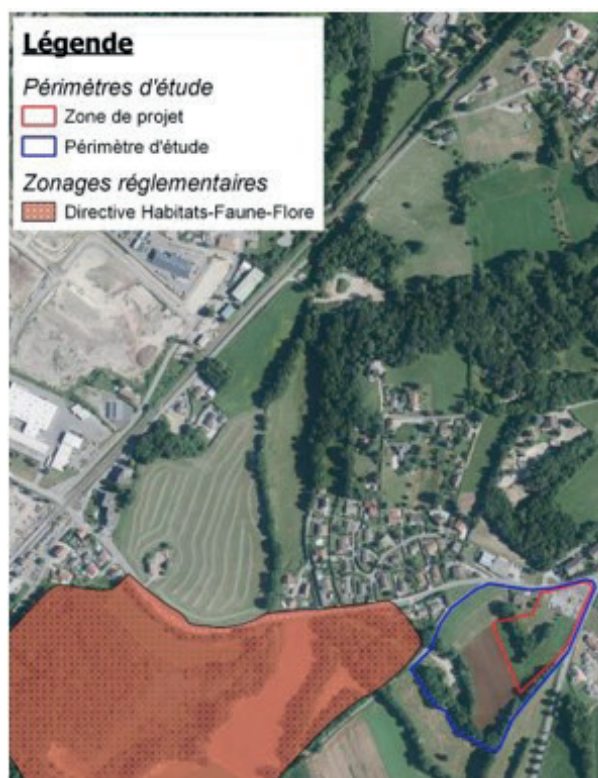
Les objectifs de cette directive sont :

- la protection de la biodiversité dans l'Union européenne,
- le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages d'intérêt communautaire,
- la conservation des habitats naturels (listés à l'Annexe I de la directive) et des habitats d'espèces (listés à l'Annexe II de la directive) par la désignation de ZSC qui peuvent faire l'objet de mesures de gestion et de protection particulières,
- la mise en place du réseau Natura 2000 constitué des ZSC et des ZPS.

Ce sont donc des zones à enjeu européen, bénéficiant comme telles d'une possibilité d'accès à certaines aides financières européennes (programmes Life Nature par exemple, voir ci-dessous).

Un développement durable au sein de ces zones passe par une appréciation fine des programmes et projets susceptibles d'affecter de façon notable ces espaces. Si ces derniers abritent des richesses naturelles d'intérêt communautaire, ne pas les détruire est légitime et il convient d'étudier, le plus en amont possible, la compatibilité des programmes et projets avec les objectifs de conservation. Le champ d'application du régime d'évaluation des incidences est défini par l'article L.414-4 du code de l'environnement et précisé par les articles R 414-19 et suivants du code de l'environnement. Il a trait aux sites Natura 2000 désignés par arrêté ministériel.

Dans le cas présent, le projet de reconfiguration est situé à proximité immédiate (environ 100m) du Site Natura 2000 FR8201722 « Zones humides du Bas Chablais ». Le présent document d'évaluation des incidences Natura 2000 est motivé par la réglementation en vigueur, qui prévoit une évaluation simplifiée dans le cadre de dossier réglementaire hors périmètre d'un site Natura 2000.



Site Natura 2000 concerné par la Notice d'incidence

Zone Spéciale de Conservation FR8201722 - Zones humides du Bas Chablais

La Zone de conservation Spéciale ou ZSC est en vigueur depuis avril 2002, avec un classement en Site d'Intérêt Communautaire (SIC) en 2013, et une compilation des données en 1995. Elle s'étend sur 282 ha, au niveau du département de la Haute-Savoie, sur 7 communes.

Le site N2000 des zones humides du Bas Chablais est décrit comme une succession de terrasses post-glaciaires, formées de nombreuses dépressions. C'est un ensemble de marais et tourbières lié à différents types d'habitats humides annexes (bois tourbeux, suintements, ruisseaux). Ces habitats remarquables renferment des espèces tout aussi remarquables, avec au moins huit habitats et trois espèces d'intérêt communautaire. Certaines espèces, comme l'Orchis jaune blanchâtre (*Dactylorhiza ochroleuca*), n'est présent que sur ces sites métropolitains. Cette ZSC accueille également des espèces rares au niveau départemental (Dryopteride à crête (*Dryopteris cristata*), Ecuelle d'eau (*Hydrocotyle vulgaris*) et Spiranthe d'été (*Spiranthes aestivalis*)).

Le périmètre du site proposé comprend :

- Des forêts caducifoliées sur 40% du site,
- Des marais et tourbières sur 60%.

Les zones humides qui composent le site Natura2000 hébergent un grand nombre d'habitats d'intérêt communautaire, souvent dégradés ou en cours de dégradation du fait de l'abandon de certaines pratiques agricoles. Ils sont menacés par la progression des petits ligneux (saules et bourdaine), ou fortement colonisés par des plantes herbacées envahissantes qui conduisent à des formations monospécifiques, banalisantes pour la flore. L'assèchement est également une menace importante pesant sur ces habitats dépendants et liés à la présence d'eau.

La sauvegarde de ces espèces passe par la mise en place de mesures de gestion maintenant/régénérant leurs habitats : quiétude des espèces, protection des espaces sensibles, maintien d'une agriculture, préservation des ressources en eau, etc.

Les espèces et habitats patrimoniaux du site font actuellement l'objet d'un Document d'Objectifs depuis 2008, permettant de suivre l'évolution du site au travers de mesures de préservations concrètes.

Données Faune et Flore connues localement

L'ensemble des zonages et inventaires, couplés aux données issues de l'INPN et de la base de données GéoNature (<https://donnees.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr/#/>) notamment, ont permis de dresser des tableaux des enjeux faune et flore locaux, et plus précisément sur la zone d'étude. Ils sont présentés en Annexe A et B du présent document.

Un diagnostic écologique simplifié a également été réalisé en 2023 afin de caractériser les enjeux locaux. Il est joint au dossier. Le résumé, les cartes et les tableaux suivants permettent d'appréhender les premiers éléments naturels du site.

Les inventaires ont été menés afin de prendre en compte le maximum d'informations concernant la biodiversité et le fonctionnement écologique local sur une période restreinte, tenant compte de l'altitude et du développement de la végétation. Ils se sont déroulés de mai à juillet 2023.

Le site n'est pas concerné par la présence d'un zonage réglementaire, bien qu'un site Natura2000 soit proche. Un dossier d'incidence simplifié est donc nécessaire afin de démontrer que les travaux projetés ne porteront pas atteinte à l'intégrité de la ZSC. Les zonages d'inventaires (ZNIEFF, zones humides), notamment les données des zones humides départementales, ont été pris en compte dans les prospections de terrain.

Les habitats naturels du site sont typiques des milieux ruraux et péri-urbains des plaines haute-savoyardes. Aucun habitat relevé ne présente d'enjeux notables, la plupart d'entre eux étant anthropisées ou gérés par l'homme.

84 espèces végétales ont été inventoriées. Aucune ne présente de sensibilité au regard de la législation ou de leur inscription sur les listes rouges régionales ou nationales, et aucune EEE n'est présente sur la zone d'étude. Certaines espèces patrimoniales listées dans la bibliographie communale sont potentiellement présentes sur le site. Elles ont été recherchées aux périodes optimales de développement dans leurs habitats, lorsque ces périodes coïncidaient avec les dates de passages. Aucune n'a été retrouvée. Cependant au vu de la période limitée des prospections, elles seront tout de même prises en compte dans l'analyse globale des enjeux.

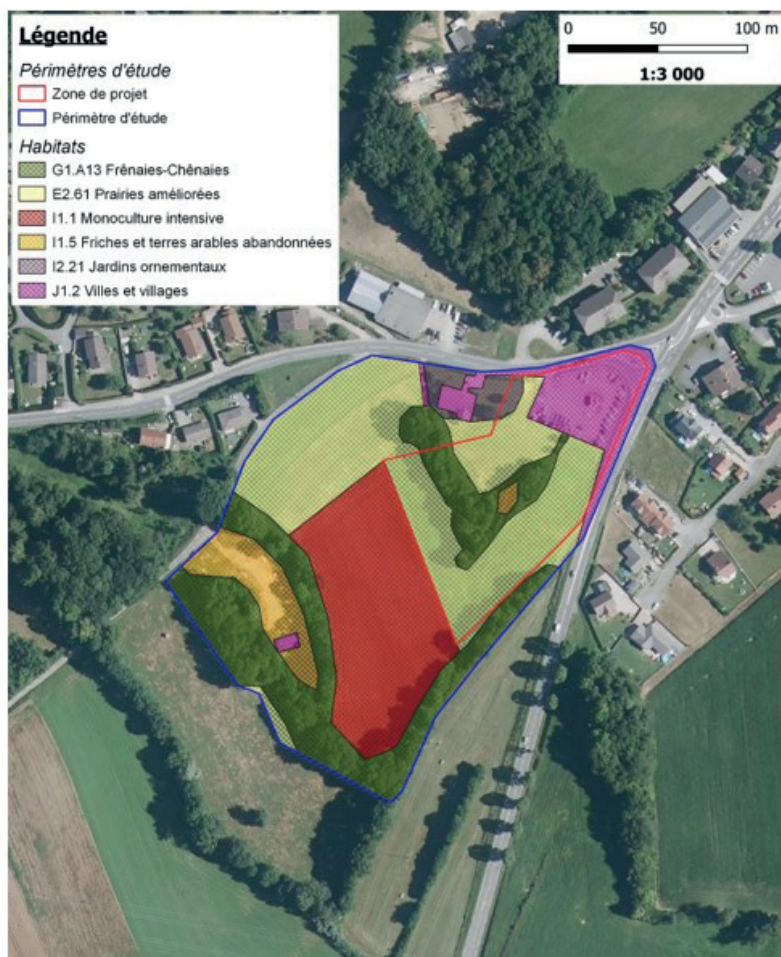
4 espèces de Mammifères hors chiroptères ont été relevés sur la zone d'étude, aucune ne présentant de sensibilités

notables. Cependant 8 espèces et un groupe de chiroptères ont été contactés lors des prospections nocturnes. Parmi elles, plusieurs sont sensibles et utilisent le site pour réaliser une partie importante de leur cycle biologique. La Pipistrelle pygmée et le Murin à moustaches utilisent en effet les bâtiments proches ou sur le site en période estivale, et chassent activement le long des lisières servant également de corridors de déplacements. Leurs enjeux sont donc qualifiés de forts. Pour les autres espèces sensibles, elles présentent des activités de chasse ou de transit uniquement, tardivement pour les espèces ou seulement des contacts avec des individus solitaires. Leurs enjeux sont donc qualifiés de modérés à faibles. Les autres espèces sont communes et non protégées, leurs enjeux sont donc faibles. L'analyse de la bibliographie fait ressortir des espèces sensibles supplémentaires. Après analyse des potentialités en fonction des habitats présents et des exigences propres à chaque espèce, plusieurs espèces peuvent fréquenter le site mais en transit ou en chasse, seul le Hérisson pourrait se trouver sur une période sensible au niveau des lisières et jardins urbains. Ces espèces supplémentaires seront prises en compte dans l'analyse globale des enjeux.

Parmi les 10 espèces d'Oiseaux contactées, 9 présentent des enjeux de conservation intrinsèques importants. Il s'agit essentiellement d'espèces des boisements. L'analyse de l'utilisation des habitats du site par ces espèces, en fonction des exigences propres à chacune et de leur statut reproducteur et/ou hivernant, permet de faire ressortir 6 espèces sensibles nicheuses : la Buse variable, le Rougegorge familier, le Pinson des arbres, la Mésange charbonnière, le Moineau domestique, et le Roitelet à triple bandeau. Elles utilisent les habitats du site pour réaliser tout ou une partie de leur cycle biologique (zone d'hivernage et/ou d'estivage, de reproduction et de chasse). Leurs enjeux sur le site sont qualifiés de forts. Concernant les espèces supplémentaires citées dans la bibliographie, l'analyse des potentialités en fonction des habitats présents sur le site et des exigences propres à chaque espèce fait ressortir de nombreuses espèces, dont certaines présentant des sensibilités importantes. Bien que non contactées, quelques unes peuvent être présentes sur le site, notamment les espèces discrètes, peu locales, ou les rapaces nocturnes, qui auraient été manquées au vu de la période d'inventaire. Elles seront donc prises en compte dans l'analyse finale des enjeux.

Aucun amphibien n'a été relevé sur le site, celui-ci ne présentant pas les habitats humides nécessaires à leur présence. Cependant un reptile est présent, le Lézard des murailles. Il fréquente les zones urbaines du site. Commun mais protégé, il présente des enjeux qualifiés de forts sur le site. Concernant les espèces supplémentaires citées dans la bibliographie, l'analyse des potentialités en fonction des habitats présents et des exigences propres à chacune fait ressortir des espèces qui peuvent être présentes mais non relevées. Elles seront tout de même prises en compte dans l'analyse globale des enjeux.

Sur les 21 espèces d'Invertébrés relevés sur le site, aucune ne présente de sensibilité notable. La bibliographie fait ressortir quelques espèces sensibles mais aucune ne semble pouvoir utiliser le site (habitats ou optimum écologique absents notamment). De plus les recherches ciblées ne les ont pas révélés. Nous pouvons donc conclure à leur absence.



ESPECES		GRANDS TYPES D'HABITATS			
		Bois de feuillus	Zones ouvertes	Zones rudérales	Zones urbanisées
Mammifères	Myotis mystacinus Murin à moustaches	FR	fo	fo	DV
	Pipistrellus pipistrellus Pipistrelle pygmée	FR	fo	fo	DV
	Autres espèce des zones péri-urbaines	fo	FR	FR	DV
Oiseaux	Buteo buteo Buse variable	DV	fo	fo	fo
	Editha rubecula Rougegorge familier	DV	-	fo	FR
	Pinus sylvestris Pinson des arbres	DV	-	-	fo
	Parus major Mésange charbonnière	DV	-	-	-
	Passer domesticus Moineau domestique	FR	fo	FR	DV
	Regulus regulus Roitelet triple bandeau	DV	-	-	-
	Autres espèces du cortège forestier	DV	-	-	-
	Autres espèces du cortège urbain	-	-	fo	DV
	Lacerta muralis Lézard des murailles	-	fo	fo	DV
	Autres espèce des zones semi-ouvertes	fo	DV	DV	FR
	ENJEUX DES HABITATS D'ESPECES	FORTS	FAIBLES	MODERES	FORTS

Légende : Utilisation des habitats : - fréquentation d'opportunité de l'habitat, la présence de l'espèce très occasionnelle ; fo fréquentation occasionnelle de l'habitat par l'espèce patrimoniale considérée, l'habitat n'étant pas déterminant dans la survie de l'espèce ; FR fréquentation régulière de l'habitat par l'espèce patrimoniale considérée, faisant partie de son territoire, cependant l'espèce n'est pas strictement inféodée à cet habitat, DV : fréquentation régulière et obligatoire de l'habitat qui représente le domaine vital pour l'espèce patrimoniale considérée. Enjeux : FAIBLE (habitat fréquent, aucune espèce patrimoniale inféodée) ; MODERE (habitat fréquent, biodiversité patrimoniale réduite, fréquentation régulière), FORT (habitat peu fréquent, biodiversité patrimoniale forte et inféodée), TRES FORT (habitat rare, impact sur la survie d'une espèce patrimoniale sensible).

Tabl. 1 - Analyse des enjeux des habitats d'espèces

Incidences sur les habitats et espèces communautaires

Le secteur de projet au droit des sites Natura 2000 provoquera principalement un dérangement des espèces faunistiques occupant le site, et une destruction plus ou moins permanente de petites parties d'habitats associés. Les travaux ne vont cependant pas impacter les espèces et habitats communautaires du site Natura2000.

Le tableau suivant reprend les incidences au titre du N2000 pour les espèces de la ZSC.

Nom scientifique Nom vernaculaire	Protection		Listes rouges		Sensibilité de l'espèce	Habitats et cortèges	Sur le site		Sensibilité sur le site	Incidence N2000
	DH II /DO I	PN	France	Rhône Alpes			Potentialité sur le site	Justification		
FLORE										
<i>Gladiolus palustris</i> Gaudin, 1828 Glaieul des marais	X	X	VU	VU	TRES FORTE	0-1200m - Prés humides, clairières éclairées, sur sol argileux	Habitats absents		NON CONCERNEE	0%
<i>Cypripedium calceolus</i> L., 1753 Sabot de Vénus	X	X	VU	LC	TRES FORTE	300-1800 m - Ourlets thermophiles et sous-bois basiphiles	Habitats présents, non favorables	Non citée localement, non relevée	FAIBLE	0%
<i>Liparis loeselii</i> (L.) Rich., 1817 Liparis de Loesel	X	X	NT	EN	EXT. FORTE	0-1200 m - Gouilles de tourbières et bas-marais basiphiles oligotrophiles	Habitats absents		NON CONCERNEE	0%
CRUSTACES										
<i>Austrocypridius pallipes</i> Lereboullet, 1858 Ecrevisse à pattes blanches	II	X	VU		EXT. FORTE	Eaux froides, claires et vives, non polluées, à fond caillouteux	Habitats absents		NON CONCERNEE	0%
HERPETOFAUNE										
<i>Bombina variegata</i> Linnaeus, 1758 Sonneur à ventre jaune	An II	X	VU	VU	TRES FORTE	Forêts et mares forestières jusqu'à 2000m	Habitats absents		NON CONCERNEE	0%

Tabl. 2 - Liste des espèces d'intérêt communautaire et analyses des incidences sur la ZSC

Code N2000 et habitat	Forme prioritaire	Statut sur le site N2000	Sur la zone d'étude		Sensibilité sur le site	Incidence N2000
			Présence/Absence	Commentaires		
3160 - Lacs et mares dystrophes naturels		0,03 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
6410 - Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (<i>Molinion caeruleae</i>)		8,46 ha soit 3% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin		0,11 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
6520 - Prairies de fauche de montagne		1 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7110 - Tourbières hautes actives	X	1,97 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7140 - Tourbières de transition et tremblantes		0,69 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7150 - Dépressions sur substrats tourbeux du <i>Rhynchosporion</i>		0,1 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7210 - Marais calcaires à <i>Cladium mariscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i>	X	16,36 ha soit 5,8% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (<i>Cratoneurion</i>)	X	0,39 ha soit <1% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
7230 - Tourbières basses alcalines		12,97 ha soit 4,6% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%
91D0 - Tourbières boisées	X	3,67 ha soit 1,3% du site	Absent		NON CONCERNEE	0%

Tabl. 3 - Liste des habitats d'intérêt communautaire et analyses des incidences sur la ZSC

Bilan des incidences

Le projet de création d'un magasin U express prévoit l'installation d'une structure commerciale sur un site péri-urbain déjà fortement induit par l'Homme. Les travaux prévus vont impacter de façon plus ou moins significative les milieux et espèces les fréquentant, mais la surface impactée reste minime et les haies et structures arborées sensibles seront majoritairement conservées.

Concernant le site Natura 2000, distant d'environ 100m de la zone, aucun impact sera à noter au titre des espèces et habitats d'intérêt communautaire, et aucun impact sur la ZSC n'est à noter. Les travaux envisagés ne remettront pas en cause l'intégrité du site Natura 2000 au titre de la Directive Habitat-Faune-Flore.

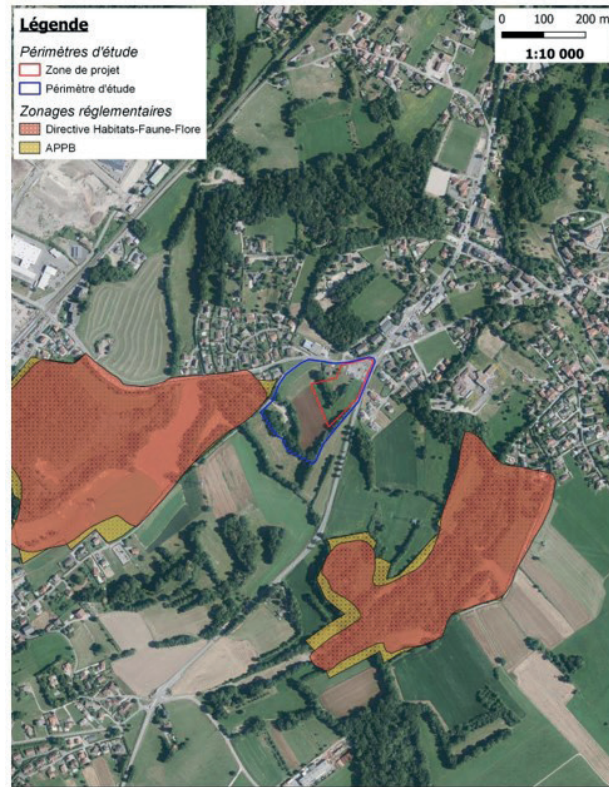
3 - INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

L'arrêté préfectoral de biotope constitue une mesure de protection du patrimoine biologique. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, etc). L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée.

Régis par les articles L 411-1 et L. 411-2, les arrêtés de protection de biotope sont pris par le Préfet de département. Cet arrêté établit, de manière adaptée à chaque situation, les mesures d'interdiction ou de réglementation des activités pouvant porter atteintes au milieu. Il s'agit d'une mesure de protection qui, par son caractère déconcentré, peut être rapide à mettre en place. Elle ne comporte toutefois pas, en elle-même, de moyens spécifiques de suivi et de gestion des milieux.

Certaines zones humides décrites dans la ZSC font l'objet d'APPB, mais sont donc hors des limites du la zone de projet.



Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont des inventaires des espaces naturels terrestres remarquables du territoire français. Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional. L'inventaire des ZNIEFF identifie, localise et décrit les sites d'intérêt patrimonial pour les espèces vivantes et les habitats. Il rationalise le recueil et la gestion de nombreuses données sur les milieux naturels, la faune et la flore. Deux catégories de zones sont distinguées :

- Les ZNIEFF de type I, de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique et qui abritent au moins une espèce et/ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire ;
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches, ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

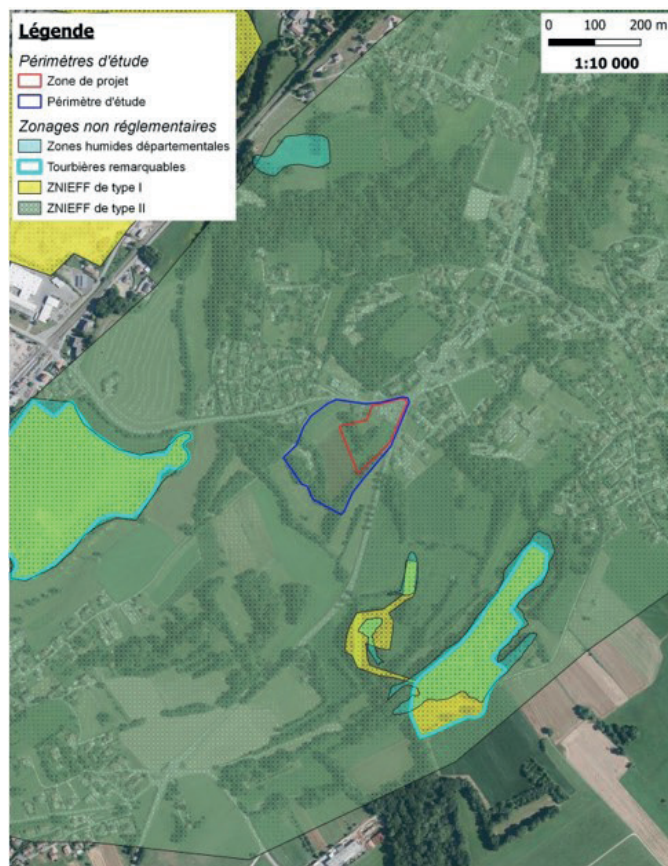
L'inventaire des ZNIEFF constitue l'outil principal de la connaissance scientifique du patrimoine naturel et sert de base à la définition de la politique de protection de la nature. Il n'a pas de valeur juridique directe mais permet une meilleure prise en compte de la richesse patrimoniale dans l'élaboration des projets susceptibles d'avoir un impact sur le milieu naturel. Ainsi, l'absence de prise en compte d'une ZNIEFF lors d'une opération d'aménagement relèverait d'une erreur manifeste d'appréciation susceptible de faire l'objet d'un recours. Les ZNIEFF constituent en outre une base de réflexion pour l'élaboration d'une politique de protection de la nature, en particulier pour les milieux les plus sensibles, comme les zones humides, les landes, etc.

Plusieurs ZNIEFF sont présentes localement :

- La ZNIEFF de type I n°01000084 « Etang Barvey », située à plus de 4km de la zone d'étude ;
- La ZNIEFF de type I n°01030008 « Mares des Mangettes » située à plus de 5km ;
- La ZNIEFF de type I n°01090002 « Etang de la Dombes » située à plus de 3km ;
- La ZNIEFF de type I n°01030006 « Etang des Gonnets » située à plus de 5km de la zone d'étude ;
- La ZNIEFF de type II n°0109 « Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière » située à plus de 3km de la zone d'étude ;

- La ZNIEFF de type II n°0103 « Vallées du Sevron, du Solnan et massifs boisés alentours » situé à plus de 4km de la zone d'étude.

Le site d'étude n'est pas concerné par un périmètre de ZNIEFF de types I ou II.



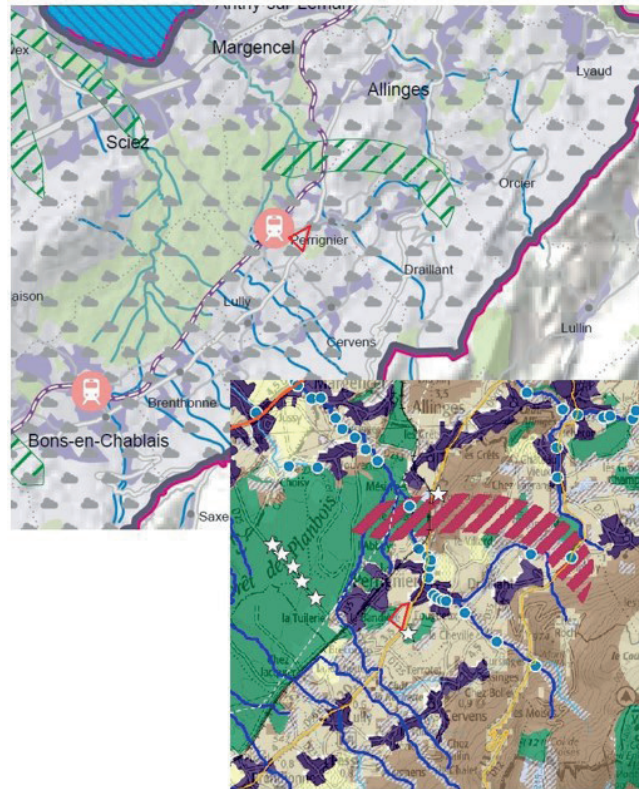
Trame verte et bleue (SRADDET)

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) est un schéma régional de planification qui fusionne plusieurs documents, notamment le SRCE qui est un schéma d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles (biodiversité, réseau écologique, habitats naturels) et qui vise au bon état écologique de l'eau imposé par la directive cadre sur l'eau. Ce schéma n'est pas opposable aux tiers, mais certains documents d'urbanismes ou grands projets doivent se rendre « conformes » ou « compatibles » avec lui ou avec les SDAGE, afin de diminuer la fragmentation écologique du territoire, pour une remise en bon état écologique des habitats naturels. Les collectivités ou groupement compétents en urbanisme ou aménagement du territoire doivent « prendre en compte » le SRADDET dans tous les projets, en précisant les mesures prévues pour limiter les atteintes aux continuités écologiques dont la mise en œuvre de ces documents de planification, projets ou infrastructures linéaires sont susceptibles d'entraîner.

Le site d'étude ne fait pas l'objet de la Trame verte ou de la Trame bleue. Plus globalement, il est décrit comme suit :

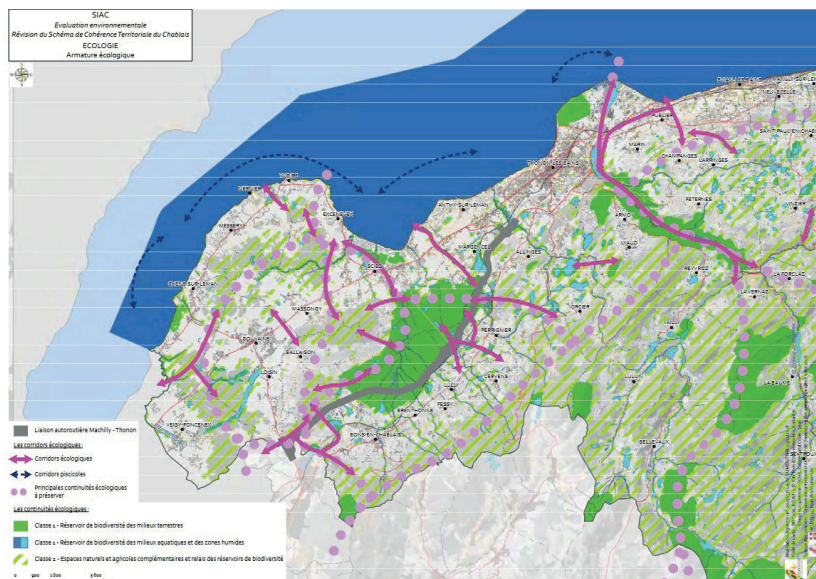
- Zone périurbaine (en gris/violet ou jaune) que forme la commune de Perrignier,
- Corridors (hachures vertes ou roses) présents au Nord du site, avec également la présence de réservoirs de biodiversité (vert) entourant le site.

Ces différents éléments seront donc pris en compte dans le projet.



Trame verte et bleue (SCOT)

Le site d'étude n'est situé ni dans un réservoir de biodiversité ni dans un corridor écologique identifié par le SCOT.



4 - INCIDENCES SUR LES ZONES HUMIDES

L'inventaire départemental des Zones Humides et l'inventaire régional des tourbières

La définition générale de la zone humide inscrite dans le code de l'environnement (article L 211-1) répondant à l'objectif législatif de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau est la suivante : « Les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année » (définition de la loi sur l'eau de 1992). Les zones humides sont des réservoirs de vie et des lieux où la production de matières vivantes est l'une des plus fortes. Elles ont un pouvoir d'épuration important, filtrant les pollutions, réduisant l'érosion, contribuant au renouvellement des nappes phréatiques, stockant naturellement le carbone, protégeant des crues et des sécheresses.

Ces espaces sont souvent considérés comme des terrains improductifs et sans intérêt car les services qu'ils rendent sont souvent méconnus et ne sont pas directement identifiés. 67 % de leur surface ont ainsi disparues sous la conjonction de trois facteurs : l'intensification des pratiques agricoles, des aménagements hydrauliques inadaptés et la pression de l'urbanisation et des infrastructures de transport.

Les inventaires départementaux de Rhône-Alpes et les cartographies associées constituent des outils privilégiés d'identification de zones humides répondant à cette définition. Ils sont des supports méthodologiques et d'alerte à l'attention des différents acteurs du territoire et des services de police de l'eau de l'État. Les zones humides de ces inventaires départementaux ne constituent pas directement des zonages opposables, mais doivent être prises en compte, par exemple, dans le cadre d'élaboration ou de révision d'un plan local d'urbanisme (PLU), de demande d'autorisation au titre de la police de l'eau, d'élaboration de mesures compensatoires, de mise en œuvre des SDAGE, etc.

De très nombreuses Zones Humides départementales sont présentes localement. Cependant 3 sont proches, voir sur le site :

- La ZH n°01IZH0468 « Etang du petit Challes », distante d'environ 300m du site d'étude ;
- La ZH n°01IZH0684 « La Reyssouze 01 » distante d'environ 1km ;
- La ZH n°01IZH1670 « Rivière le Reyssouze 01 » en contact avec le Nord de la zone d'étude et connexe aux bras de Reyssouze présents ;
- La ZH n°701IZH0599 « Forêt humide de la Chagne », distante d'environ 1km de la zone d'étude.

Le site de projet n'intègre pas le périmètre d'une zone humide, bien que proche et connecté à une zone humide départementale au Nord de la zone.

5 - INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES OU FORESTIERS

L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU des Grands Buissons concerne une surface d'environ 6.500 m². Une partie du site (environ 2.500 m²) est déjà artificialisée. Il s'agit d'une plateforme qui est utilisée comme dépôt-vente de véhicules automobiles.

Le projet très compact n'artificialise qu'environ 4.000 m² de terrain. Dans un esprit d'économie de l'espace, environ 60% des places de stationnement sera réalisé en sous-sol du magasin (environ 55 places sur un total de 90).

La modification de droit commun n°1 ne présente qu'une incidence modeste sur la consommation d'ENAF (environ 4.000 m³).

6 - INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE

Le projet d'implantation commerciale porté par la modification de droit commun n°1 présente une faible consommation en eau potable. Il sera sans incidences notables sur la ressource en eau.

7 - INCIDENCES SUR L'ASSAINISSEMENT

Le projet d'implantation commerciale porté par la modification de droit commun n°1 présente des faibles volumes de rejet d'eaux usées. Il sera sans incidences notables sur l'assainissement.

8 - INCIDENCES SUR LE PAYSAGE OU LE PATRIMOINE BÂTI

Les sites inscrits et sites classés

En France un site classé ou inscrit est un espace d'intérêt qui lui confère un caractère remarquable, qui appelle par conséquent à sa conservation en l'état et à sa préservation face à d'éventuelles atteintes graves.

Du point de vue légal, cette protection s'effectue au titre de la loi du 21 avril 1906, puis par la loi du 2 mai 1930, codifiée dans les articles L. 341-1 à 22 du code de l'environnement français lors de sa création par l'ordonnance du 18 septembre 2000.

Il existe quatre critères qui peuvent conduire à la classification d'un site :

- Espaces naturels qui méritent d'être préservés de toute urbanisation et de tout aménagement
- Paysages marqués tant par leurs caractéristiques naturelles que par l'empreinte de l'homme
- Parcs et jardins
- Écrins paysagers des monuments et des ensembles monumentaux pour lesquels le périmètre de protection prévu par la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques est insuffisant.

Tous travaux susceptibles de modifier l'état ou l'apparence du territoire protégé devra préalablement obtenir des autorisations spécifiques.

Aucun Site Inscrit ou Site Classé ne concerne le site de projet, les plus proches se trouvant à plus de 300m et n'étant pas directement liée à la zone concernée.

La qualité architecturale du projet est assurée par une volumétrie simple, résolument contemporaine, et par l'usage de matériaux nobles comme la pierre et le bois. De larges ouvertures vitrées permettent

Les choix de l'implantation et de l'orientation du bâtiment reposent sur la préservation d'éléments végétaux préexistants (haies, bosquets), sur la mise en valeur des vues sur le grand paysage, sur l'accessibilité en modes doux.

Le vocabulaire architectural résolument contemporain favorisera l'emploi de matériaux nobles, naturels, ou reconnus pour leurs qualités environnementales

La simplicité des formes, la sobriété des couleurs et la qualité des matériaux utilisés (pierre, bois ...) sont vecteurs d'une meilleure intégration dans le site et d'une plus grande durabilité dans le temps. La façade en vis à vis de la RD903 sera animée par de larges baies vitrées pour éviter de créer un effet de «boîte».

Le boisement existant au sud-ouest du site sera conservé. Un petit bosquet sera supprimé car il se trouve sous l'emprise du bâtiment.

En compensation, une haie dense sera créée sur la limite ouest du site et des plantations d'alignement seront implantées le long de la RD903 et autour du carrefour. Les essences seront choisies dans la palette végétale locale.

La modification de droit commun n°1 ne présente qu'une incidence faible sur la qualité des paysages

9 - INCIDENCES SUR LES DÉCHETS

Le projet commercial générera un volume de déchets relativement important. Ces derniers feront l'objet d'un tri méticuleux et seront recyclés dans les filières adaptées.

10 - INCIDENCES SUR LES RISQUES ET NUISANCES

Les risques technologiques.

La commune des PERRIGNIER n'est pas située dans le périmètre d'un PPRn.

L'Atlas départemental des risques majeurs de la Haute-Savoie précise que la commune est exposée aux risques suivants :

- Mouvements de terrain.
- Inondation.
- Séismes de type 4 « risque moyen».

Concernant le risque «Mouvements de terrain», le dossier d'information préventive précise que le territoire communal est exposé aux risques :

- d'instabilité de berges (ruisseau entre les Noyers et les Saultries, en aval de la source captée).
- de glissement de terrain (secteurs «route allant aux Fleuries», «Les Campanules», «Route allant au Noyer», «sous l'Eglise du chef-lieu», «Les Noyers», «à l'extrémité Sud de la Maladière», «Versant sous le Mas»).
- et de chutes de blocs (secteur de «La Grotte aux loups»).

Concernant le risque d'inondation, les secteurs suivants de la commune sont exposés :

Au risque de crues torrentielles au niveau du ruisseau des Moises et des Battoirs, à l'entrée Est de PERRIGNIER ainsi que du ruisseau de la Gurnaz, Brécorens

Au risque de mouvement de terrain dû à la présence de zones humides sur les secteurs suivants

- «Chemin partant du Fougueux, au niveau des Champs des rues»,
- «RD903, direction Bons-en-Chablais, après les Grands Buissons, au niveau du ruisseau»,
- «Au Sud-Ouest de Brécorens»,
- «Les Ballaisons, de part et d'autre de la voie ferrée»,
- «Forêt de Planbois, en limite communale Nord-Ouest»,
- «Au Nord de la Tuilerie»,
- «Les Campanules»,
- «Le Villard, chemin allant au Clos».

En dernier lieu, la commune a été touchée en 1982, par une forte tempête qui a donné lieu à la reconnaissance d'un état de catastrophe naturelle par arrêté du 18/11/1982 paru au Journal Officiel du 19/11/1982.

La zone concernée par la modification se situe en dehors des secteurs identifiés comme étant exposés à des risques naturels.

Les risques technologiques.

La commune de PERRIGNIER n'est pas située dans le périmètre d'un PPRt. Toutefois, divers phénomènes, divers usages ou certaines installations, sont susceptibles d'exposer l'homme, ou les milieux naturels, à des nuisances. Les risques avérés sont assortis de certaines servitudes et contraintes réglementaires.

- Risque d'exposition au plomb, des immeubles d'habitation construits avant 1948 (Décret du 26 avril 2006).
- Risques liés aux activités de 4 établissements installés sur la commune, et répertoriés au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation. DURR recyclage, FERA SARL enrobage, Compostière de Savoie, PROMEDIF traitement de surface).

Une exploitation d'élevage est soumise à déclaration (Décret du 10 août 2005 sur les installations classées d'élevages).

- Risque d'exposition au bruit des infrastructures de transports terrestres, et en l'occurrence, de la RD 903, classée «axe bruyant». (*Arrêté préfectoral du 20 octobre 2011: contraintes d'isolement acoustique des bâtiments sur 30 mètres de part et d'autre de la voie*).

- Risques d'accidents liés au transport de matières dangereuses (gaz combustibles, hydrocarbures liquides ou liquéfiés, produits chimiques) (Source : Prim.net, 2010), par voie routière, ferroviaire, et surtout par la canalisation de gaz à haute pression, qui présentent des risques importants en cas de rupture (incendie, explosion).

Des zones de dangers (significatifs, graves ou très graves pour la vie humaine) sont associées à cette canalisation de gaz.

La zone concernée par la modification se situe en dehors des secteurs identifiés comme étant exposés à des risques technologiques.

Traitement spécifique des eaux pluviales :

Il sera nécessaire de limiter l'imperméabilisation en réalisant des stationnements de surface avec des matériaux perméables.

La gestion des eaux pluviales sera basée sur des systèmes à ciel ouvert (noues paysagères, modelages paysagers permettant l'infiltration/rétention et rejet au milieu naturel) qui respectent au mieux le cycle naturel de l'eau ou sur des systèmes d'infiltration directe de type puits perdu.

Limitation des nuisances lumineuses :

Afin de limiter les nuisances lumineuses, l'extinction des enseignes lumineuses est prévue entre 22h et 6h du matin dans le respect de l'arrêté ministériel du 29 décembre 2018.

Limitation des nuisances olfactives :

Le projet n'engendrera pas, de par son fonctionnement, de nuisances olfactives.

Pour autant, les ateliers de production utilisant de la cuisson (boulangerie, pâtisserie, traiteur, brasserie) seront équipés d'extractions et de hottes. Seule l'activité boulangerie pâtisserie peut produire des senteurs de pain chaud. En outre, l'ensemble des déchets produits par l'activité du point de vente sera stocké à l'abri dans la cour de service (les déchets organiques étant conservés dans des containers hermétiques dans des locaux réfrigérés et ce avant évacuation).

Limitation des nuisances sonores:

Les installations (chaudières, compresseurs, groupes frigorifiques et groupe électrogène) seront choisies et seront implantées afin de limiter au maximum les nuisances sonores. Ces équipements seront placés dans des locaux isolés et traités sur le plan acoustique. En outre, soulignons que l'aire de livraisons est située à l'arrière du site (du côté de la RD903 au trafic important de 18 000 v/j), à l'opposé des zones d'habitats et ne génère donc pas de nuisances pour les riverains.

Limitation des nuisances liées aux travaux:

Afin de limiter les nuisances et pollutions causées par le chantier aux riverains et l'environnement, les mesures suivantes pourront être mise en place :

- Instauration d'un suivi tout au long du déroulement du chantier : fréquence de visite, réalisation de mesures (réduction du bruit), sensibilisation des entreprises, planning afin de gérer les circulations et stationnements.
- Faire coïncider la sécurité du chantier et le respect de l'environnement.
- Préservation des ressources naturelles et réduction de l'impact des chantiers sur l'environnement (en termes de déchets produits et de pollutions induites).

- Gestion des flux entrants du chantier : engins et matériels utilisés sur le chantier, matériaux et produits mis en œuvre...
- Gestion du chantier lui-même : techniques employées, gestion des déchets...

La modification de droit commun n°1 ne présente qu'une incidence faible sur les nuisances.